

## Les relations de l'agriculture avec l'économie au cours des processus de développement

Badouin R.

Le développement

Paris : CIHEAM  
Options Méditerranéennes; n. 11

1972  
pages 18-24

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010719>

To cite this article / Pour citer cet article

Badouin R. **Les relations de l'agriculture avec l'économie au cours des processus de développement.** *Le développement.* Paris : CIHEAM, 1972. p. 18-24 (Options Méditerranéennes; n. 11)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

Robert BADOUIN

Professeur à la Faculté  
de Droit et de Sciences  
Économiques de Montpellier

# Les relations de l'agriculture avec l'économie au cours des processus de développement

Parmi les rapports de divers ordres qui caractérisent l'activité agricole dans ses aspects familiaux, spatiaux ou économiques, les relations de nature économique, qui unissent le secteur agricole à l'ensemble des autres activités et phénomènes, peuvent être analysées de différents points de vue.

L'investigation peut concerner l'état et le contenu de ces relations pour un niveau donné de développement à l'intérieur d'un système d'économie générale ou d'économie agricole. Elle conduit alors à l'étude du type de fonctionnement qui découle du réseau des relations liant le secteur agricole à l'ensemble de l'économie et à ses diverses composantes (1).

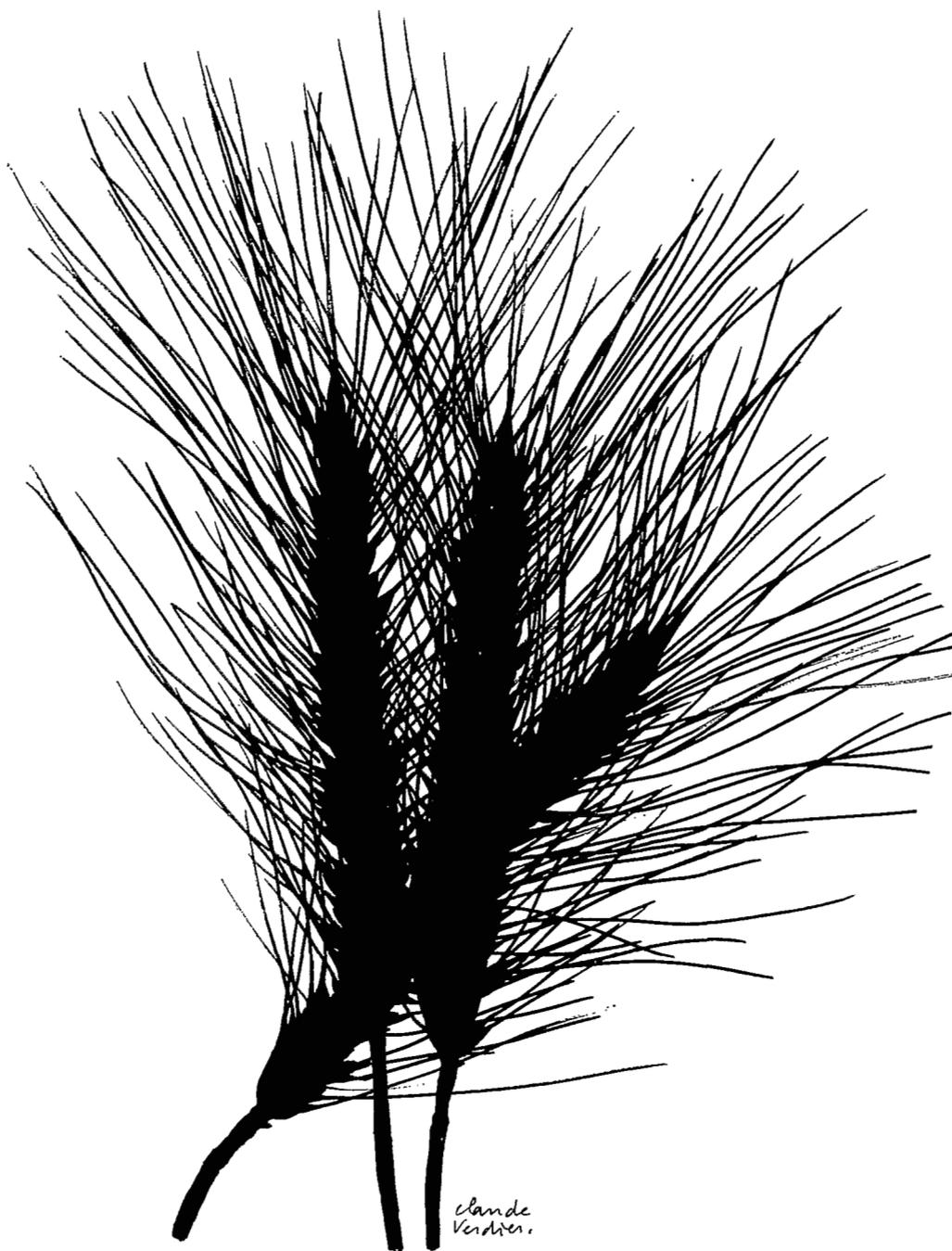
Il est aussi possible, sans prétendre construire une dynamique grandiose, ou proposer un ordre rigoureux dans les étapes de la problématique, de s'efforcer de percevoir les modes d'évolution des liens qui unissent agriculture et économie, lorsque des processus de développement se manifestent (2). Ces transformations sont multiples et complexes. Il faut borner son ambition à repérer les plus significatives, celles qui mettent en cause les processus du développement, et à les regrouper autour de quelques thèmes.

Mais comment ces derniers se définissent-ils à partir de l'observation des processus de développement, à travers une interprétation de la littérature économique ou par le truchement d'une logique d'analyse? Les interrogations majeures paraissent alors être les suivantes :

- Existe-t-il des préalables agricoles au développement ?
- L'agriculture intervient-elle, et comment, dans les mécanismes d'accession au développement ?
- Le secteur agricole est-il sensible à la présence de stimulants de développement externes ?
- Certaines conditions doivent-elles

(1) Nous nous sommes livrés à une investigation de ce genre dans deux ouvrages. *Agriculture et Equilibre Economique* (SEDES, Paris, 1961) se rapporte à une agriculture de marché dans un état de développement économique avancé. *Agriculture et Accession au Développement* (Pedone, Paris, 1967) considère les liaisons agriculture-économie au cours d'une période de démarrage de l'économie.

(2) Ce thème constitue la deuxième partie de notre ouvrage : *Economie Rurale* (Armand Colin, Paris, 1971).



être réunies pour assurer la participation de l'agriculture au développement ?

● A quels processus d'ajustement, le développement contraint-il le monde rural ?

## L'AGRICULTURE ET LES PRÉALABLES AU DÉVELOPPEMENT

Le développement global ne peut-il se manifester que si, au préalable, l'agriculture réalise certaines performances ? L'agriculture, en effet, répond d'abord à un besoin vital : celui d'assurer la subsistance des hommes, sujets et agents de la vie économique ; ensuite, en raison de l'urgence du besoin auquel il répond, le secteur agricole est le premier à se manifester, et il occupe une place à peu près exclusive dans les sociétés indifférenciées et sans croissance appréciable.

Or, le développement implique une diversification des activités. Mais alors où découvrir les subsistances, l'épargne et la main-d'œuvre sinon dans le seul secteur existant, le secteur agricole ? On peut éventuellement penser à l'étranger. Encore faut-il supposer l'existence d'un décalage entre des stades de développement, des coûts de transport faibles et la disposition d'un certain pouvoir d'achat sur cet étranger. Ces conditions n'ont pas toujours été réunies dans les processus historiques de développement, ce qui légitime l'hypothèse d'une économie fermée, ou ne pouvant entretenir avec l'extérieur que des rapports limités.

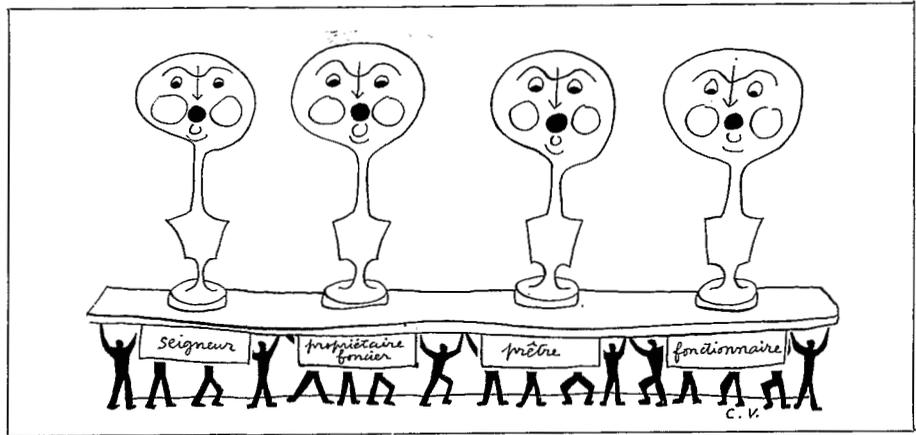
Les trois apports — *surplus* afin d'assurer la subsistance non seulement des agriculteurs, mais aussi de ceux qui ont rompu avec l'agriculture — *épargne* afin de permettre la constitution de l'appareil de production des autres secteurs — *main-d'œuvre* afin de subvenir au transfert indispensable aux nouvelles activités — sont-ils distincts ou ne constituent-ils que trois aspects d'une même réalité ?

La littérature ne répond pas toujours avec toute la clarté désirable à ces interrogations.

### Le surplus agricole

On définit le surplus agricole comme la différence entre la quantité totale des subsistances et le volume nécessaire à l'alimentation des agriculteurs. C'est ce qui demeure à la disposition des autres lorsque les agriculteurs ont absorbé ce qu'ils destinent à leur consommation.

La logique de l'agriculture de subsistance ne la prédisposant pas à la réalisation d'un surplus, on imagine communément que le surplus agricole ne peut prendre une certaine ampleur que sous l'effet d'une certaine contrainte : le vainqueur réduit le vaincu en esclavage et le charge de pourvoir seul à la nourriture des deux ; l'Eglise exige une dîme de ses



fidèles, le propriétaire foncier ne cède le droit d'exploitation du sol que contre le versement d'une rente ; l'Etat oblige ses sujets à lui verser un impôt. Le paiement de ces diverses redevances entraîne, pour l'agriculture, la nécessité de produire non seulement pour se nourrir, mais aussi pour faire face à des obligations. Ainsi, une société différenciée prend-elle naissance, et sont nourris sans avoir besoin de se soucier de la quête de leurs subsistances : le seigneur, le propriétaire foncier, le prêtre et le fonctionnaire.

Mais on peut aussi imaginer que l'apparition et la croissance du surplus agricole soient associées à une extension de la division du travail. Celle-ci existe toujours à un certain degré, dans les économies du type restreint, familiale, clanique, tribale ou villageoise. Pratiquant d'abord une double activité, l'artisan peut se spécialiser, et renoncer à l'agriculture, si sa production lui procure une contrepartie suffisante pour assurer sa subsistance. Au fur et à mesure que l'échange marchand s'étend, le surplus agricole doit lui aussi s'élargir. Sinon, il y aurait blocage du développement dès son démarrage, en raison soit d'un volume insuffisant de subsistance obligeant ceux que tentait l'exode agricole à un retour à la terre, soit d'une évolution des termes de l'échange trop favorable à l'agriculture et décourageant toute autre production.

Il est donc indispensable que ceux qui demeurent fidèles à la pratique agricole produisent un volume de subsistances supérieur à leurs propres besoins pour que d'autres puissent s'adonner à d'autres activités.

Mais cette possibilité offerte à ces dernières est-elle suffisante pour que le développement apparaisse ? Si, en effet, le surplus fait l'objet d'un prélèvement forcé et si ceux qui en sont les bénéficiaires en profitent pour mener une vie d'oisiveté et affecter à la seule consommation l'intégralité des sommes représentant la contre-valeur du surplus agricole, il n'y a point de développement. Dans le cas de l'extension de l'échange marchand, une activité productive est nécessaire pour assurer une contrepartie du surplus agricole. Cette activité productive peut être génératrice d'un investissement.

Faut-il conclure de la nécessaire apparition d'une certaine accumulation de capital comme un préalable au déve-

loppement, qu'une épargne d'origine agricole est aussi indispensable qu'un surplus de produits agricoles ?

### L'épargne agricole

L'épargne agricole est liée à la présence d'un surplus, lorsqu'un certain nombre de conditions sont réunies : le surplus agricole doit exister, il doit faire l'objet d'un prélèvement obligatoire, les bénéficiaires de ce surplus doivent en convertir la valeur, ou une fraction de celle-ci, en sommes consacrées au financement des investissements. Dans un processus de ce type, l'épargne initiale est agricole, encore que celui qui décide de son affectation ne soit pas l'agriculteur. Par la suite, les profits réalisés dans d'autres activités viennent relayer l'épargne agricole comme source de financement de la croissance.

Le cas d'une diversification des activités économiques par une extension des échanges marchands est plus complexe. Les sommes dont disposent les non-agriculteurs ne proviennent pas d'une contrainte institutionnelle, mais d'un échange librement débattu ; on doit admettre qu'une fraction des sommes consacrées à l'investissement ne représente pas une épargne agricole. Si l'on suppose que des agriculteurs moins nombreux peuvent produire autant sans investissement nouveau en raison du chômage déguisé préexistant, on est amené à conclure qu'un développement économique est concevable sans épargne agricole, alors qu'il ne l'est pas en l'absence d'un surplus agricole.

### L'exode agricole

Le développement économique appelant une diversification des activités en raison de l'apparition de nouveaux besoins, il est clair qu'à partir d'un état purement agricole, tout processus de développement ne peut se manifester que par l'abandon de l'activité agricole par un certain nombre d'individus.

Le phénomène de l'exode agricole est étroitement associé au problème de l'existence et du maintien d'un surplus agricole.

Les préalables aux processus du développement étant satisfaits, l'agriculture intervient-elle d'une manière particulière au cours de l'accession à la croissance ?

## L'AGRICULTURE ET L'ACCESSION AU DÉVELOPPEMENT

Selon les processus, l'agriculture peut tenir trois rôles différents lors de l'accession au développement :

— D'abord l'accession au développement peut être considérée comme dépendante de la masse des investissements qui peuvent être financés ; l'agriculture intervient alors de façon passive en assurant le maintien des taux de rémunération à un niveau bas. C'est ce rôle qu'ont établi, sous des formes diverses, les théories du dualisme économique qui trouvent leur origine dans un célèbre article de A. Lewis (3). Les fondements de l'analyse sont les suivants : pour une courbe de productivité marginale déterminée, un taux de salaire plus faible présente trois avantages. Le volume de l'emploi est plus élevé, le volume du produit est plus important, et surtout le rapport entre la masse des profits et celle des salaires plus fort. Cette masse de profit supplémentaire permet donc de procéder à un financement massif d'investissements.

Dans une économie dualiste où coexistent une agriculture de subsistance et les embryons d'une économie moderne, deux termes de référence peuvent être imaginés pour la fixation du taux de rémunération de la masse de la main-d'œuvre : le salaire versé par des activités correspondantes dans des économies évoluées utilisant des techniques analogues, le revenu en agriculture de subsistance. Où se situe le salaire effectif dans cet intervalle de variation ?

Les employeurs ont intérêt à verser le taux de rémunération le plus bas possible. Encore faut-il que la main-d'œuvre accepte de travailler. A. Lewis estime qu'une offre de main-d'œuvre se manifeste dès que la rémunération est supérieure de 30 à 50 % au revenu moyen en agriculture de subsistance. Le niveau de salaire ainsi déterminé est relativement faible. Mais, selon A. Lewis, non seulement ce taux est faible, mais il est stable aussi longtemps que subsiste, dans l'agriculture traditionnelle, une réserve de main-d'œuvre. L'offre de main-d'œuvre est infiniment élastique par rapport au taux de salaire ainsi fixé.

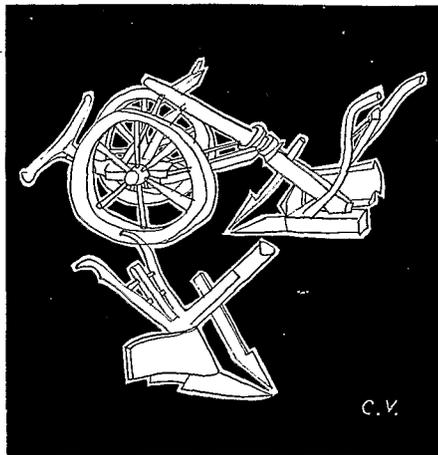
Cette ponction de main-d'œuvre ne va-t-elle pas amener des effets défavorables sur l'agriculture ? Ceux-ci seront peu sensibles dans la mesure où l'agriculture traditionnelle recèle un chômage déguisé important. Tout transfert d'activité ne retranche rien au produit agricole tout en ajoutant à la production des autres secteurs.

L'agriculture aurait donc un rôle passif, mais décisif. En situant le taux de rémunération à un niveau bas, elle permettrait de dégager des moyens de financement importants. Ainsi s'expliquerait que, dans les accessions au développement affectant l'allure d'un décol-

lage, le taux d'épargne d'une économie connaisse une brusque élévation qui permette le volume des investissements.

— Ensuite, l'accession au développement peut être considérée comme dépendante du pouvoir d'achat qui s'adresse aux productions non agricoles ; l'agriculture intervient de façon positive en libérant, grâce à un accroissement de sa productivité, un pouvoir d'achat qui peut se porter vers d'autres activités. Dans ce second modèle, on admet que ce qui importe le plus, c'est la constitution de débouchés pour les secteurs non agricoles en cours de formation. Si la demande existe, l'amortissement suit.

L'état de l'économie qui sert de cadre à cette théorie est totalement différent de celui auquel se réfère l'analyse précédente. Le dualisme était, dans le schéma décrit plus haut, d'autant plus favorable qu'il était plus accusé, car avec une courbe de productivité marginale supérieure, les éléments du mécanisme dé-



Charrue (XVIII<sup>e</sup> siècle).

crit accroissent leurs effets. Ici, au contraire, il est nécessaire qu'il y ait une grande continuité entre les activités agricole et les autres pour que les effets de diffusion engendrés par les premières puissent aisément se répandre grâce à la proximité des secondes et à leur réceptivité. Un accroissement de la productivité du moteur agricole peut, en abaissant le prix relatif des produits agricoles, engendrer une hausse du pouvoir d'achat qui, en raison de son orientation, stimule les activités non agricoles et leur permet, par les liens qu'elles nouent entre elles, d'animer l'ensemble de l'économie.

On sait, que c'est à une interprétation de ce type que parvient P. Bairoch, lorsqu'il s'interroge sur le processus d'accession à la croissance des pays européens sur la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (4). Parmi les divers facteurs capables de rendre compte du démarrage de l'économie, un seul lui paraît ne pas s'être manifesté antérieurement : l'accumulation d'une masse de petites innovations dans les activités agricoles, aboutissant à un

accroissement des rendements et à un abaissement des prix de revient.

Le mécanisme d'accession à un mouvement à long terme de croissance serait de la même nature que celui responsable des crises qui, à court terme, émaillèrent le XVIII<sup>e</sup> siècle. Lors des récoltes déficitaires, les prix des produits agricoles s'élevaient fortement et la totalité du pouvoir d'achat disponible était accaparé par l'acquisition des subsistances. On devait renoncer à l'achat de biens de consommation d'origine industrielle et les secteurs non agricoles enregistraient un marasme prononcé.

Le même mécanisme a pu jouer en sens inverse sous l'effet d'une élévation continue de la productivité agricole et déboucher sur des phénomènes générateurs d'une croissance continue. Encore fallait-il une industrie artisanale sensible aux effets d'un accroissement progressif des débouchés par suite du pouvoir d'achat libéré par le progrès agricole.

— Enfin, l'accession au développement peut être considérée comme dépendante des effets d'entraînement exercés par une activité motrice ; l'agriculture peut éventuellement tenir ce rôle et émettre un certain nombre d'impulsions créatrices : ne peut-on pas concevoir que ce soit l'accroissement de l'activité et des revenus agricoles qui soit à l'origine de l'accession au développement plutôt que de son aptitude à accroître le pouvoir d'achat des non-agriculteurs ?

Une question préalable se pose ; dans une économie composée presque uniquement d'agriculteurs, une augmentation de leur pouvoir d'achat peut-elle se produire à travers des échanges internes ? L'évolution de la demande n'a-t-elle pas comme conséquence qu'une fraction du revenu des agriculteurs s'oriente vers la demande des produits non agricoles avant que les revenus des agriculteurs aient atteint une certaine ampleur ?

Mais l'existence de débouchés extérieurs permet d'atteindre ce que l'évolution de la demande interne n'autorise pas. Les activités agricoles et les revenus des agriculteurs peuvent se dilater et exercer une action motrice sur l'ensemble de l'économie.

Un accroissement du volume de la production agricole est inducteur d'activités nouvelles. Il faut commercialiser, transporter, avancer, conditionner cette production. Lorsqu'un certain seuil sera atteint dans le volume des approvisionnements et sa régularité, des industries de transformation pourront intervenir.

L'augmentation des revenus des agriculteurs exercera des effets semblables. Une fraction du revenu additionné servira à financer des dépenses d'exploitation. Le recours aux engrais, aux insecticides, fongicides ou pesticides favorise l'implantation d'une industrie chimique. L'autre fraction alimentera des dépenses familiales orientées vers l'acquisition de biens de consommation d'origine industrielle (vêtements, chaussures, moyens individuels de transport, équipement ménager). Un artisanat se constitue en vue

(3) A. LEWIS : *Economic Development with unlimited supply of labor*, The Manchester School, mai 1954.

(4) P. BAIROCH : *Révolution Industrielle et Sous-Développement*, Paris, S.E.D.E.S., 1963; voir son article ci-après.

d'effectuer des travaux de réparation et d'entretenir des biens durables qu'ils se rapportent à l'exploitation ou au ménage.

Les finances publiques seront favorablement affectées grâce à une élévation de la masse de droits de porte qui frappent à la fois les produits agricoles exportés ou les produits étrangers achetés en contre-partie. Une épargne publique peut alors apparaître, servant à financer l'infrastructure ou à créer les conditions favorables à l'implantation d'une industrie lourde.

Ainsi, sous l'impulsion du secteur agricole, on assiste à la constitution d'une économie complexe comportant : commerce, artisanat, transport, industrie des biens de consommation, industrie des biens intermédiaires, industrie lourde, infrastructure. Les activités non agricoles, d'abord unilatéralement reliées à l'agriculture, nouent entre elles un réseau d'interdépendances. Lorsque ce réseau est constitué, le rôle moteur du secteur agricole s'estompe et la phase d'accession à la croissance est terminée.

## L'AGRICULTURE ET LES STIMULANTS AU DÉVELOPPEMENT

Chacun des schémas précédents ne peut prétendre représenter un processus effectif de croissance que si certaines conditions sont remplies. La croissance peut se produire en dehors d'une action motrice de l'agriculture. Dans cette hypothèse, l'agriculture se trouve en présence d'un processus qui s'est formé en dehors d'elle, mais qui lui adresse un certain nombre de sollicitations. L'agriculture est en face d'un certain nombre de stimulants externes de développement.

La liste de ces stimulants est longue. On peut cependant se contenter d'énoncer les principaux d'entre eux : mise en présence d'une nouvelle armature technique, constitution de villes et d'une armature urbaine, changement dans la pression démographique, nouveaux débouchés, implantation d'industries de transformation, nouvelles institutions.

### Les techniques nouvelles

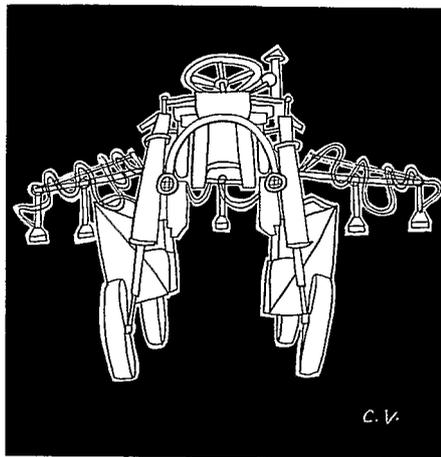
Toute agriculture, surtout celle des pays qui accèdent tardivement au développement, se voit offrir des techniques inédites. Celles-ci peuvent concerner les productions (nouvelles variétés, nouvelles spéculations), le mode de production (culture attelée ou culture motorisée), le mode de culture (extensive ou intensive, culture sèche ou irriguée, le type d'assolement).

Les réactions des agriculteurs en face des nouvelles techniques sont variables : certains conservent leurs habitudes et font appel, pour le reste, à des salaires ; d'autres demeurent inaccessibles par défaut de rentabilité ; d'autres encore doivent s'imposer un effort

accusé et l'application rigoureuse des normes qui sont attachées à leur rentabilité. Dans ce cas, l'apprentissage est souvent long et demande autant de l'agriculteur que de l'encadrement qui doit assurer la vulgarisation.

Aussi, toute stratégie consistant à produire les éléments nécessaires à un nouveau système de production avant que celui-ci ait été réellement adopté par les agriculteurs est-elle aléatoire. L'implantation d'une usine d'engrais, l'installation d'un atelier de matériel agricole réalisées au vu d'une seule réussite technique, mais par anticipation sur le comportement des agriculteurs, peuvent se révéler désastreuses si, une fois les unités de production mises en service, ceux-ci ne sont pas convaincus des effets de l'engrais et trouvent trop coûteux le matériel agricole.

La technique peut constituer un stimulant, mais encore faut-il s'assurer qu'elle puisse être utilisée avec profit par ceux dont dépend la production agricole.



Tracteur (XX<sup>e</sup> siècle).

### L'urbanisation

La proximité d'une ville peut agir de bien des manières sur l'activité des zones qui l'entourent.

En premier lieu, la ville offre un débouché aux produits agricoles. Les agriculteurs situés à proximité sont les mieux placés pour en profiter en raison de la meilleure connaissance qu'ils en ont et de la faiblesse du coût de transport.

En second lieu, la ville peut offrir un modèle de consommation qui, pour être atteint, peut demander de la part des agriculteurs un accroissement du volume de leur production ou une modification de son programme.

En troisième lieu, la ville peut être génératrice de l'élévation de certains prix inhérents à des services productifs qui utilisent l'agriculture. Les montants des salaires peuvent être plus élevés à proximité de la ville, le prix de la terre aussi. Pour couvrir ces coûts, l'agriculteur doit intensifier sa production et rechercher un produit élevé, à la fois par homme et par unité de surface.

Enfin, la ville offre des possibilités d'emplois. Si celles-ci sont compatibles avec le maintien d'une activité agricole,

on assistera au développement d'une agriculture à temps partiel.

L'influence de la ville n'est pourtant pas toujours positive pour l'agriculture : l'appropriation d'une rente de situation peut se faire sous la forme d'une extension de l'économie de cueillette, rendant vain, dans la périphérie urbaine, tout effort de vulgarisation.

### La densité démographique

Un changement dans la densité peut provoquer des transformations dans les systèmes de production.

Une diminution de la densité pourrait, selon certains auteurs, qui reprennent en l'enrichissant l'analyse de A. Lewis, aboutir à un tel résultat. Si, par suite de l'exode agricole, la densité de la production agricole domine les systèmes d'agriculture traditionnelles qui reposent, dans la plupart des cas, sur une forte disponibilité en main-d'œuvre, ils deviennent, à partir d'un certain seuil, impraticables. Lorsque l'agriculture a perdu la moitié de ses effectifs, elle est contrainte de changer son système de production et d'en choisir un donnant une production moyenne plus élevée.

Mais l'augmentation de la pression démographique peut produire le même résultat. Selon certains auteurs, tel E. Boserup, la pression démographique serait le meilleur stimulant. Son efficacité serait supérieure à celle de l'innovation technique qui, dans bien des cas, provoque au niveau de l'agriculture une dégradation du rapport entre l'effort productif et le produit (5). Le cultivateur s'abstient. Son abstention n'est plus possible lorsqu'il y a davantage de bouches à nourrir.

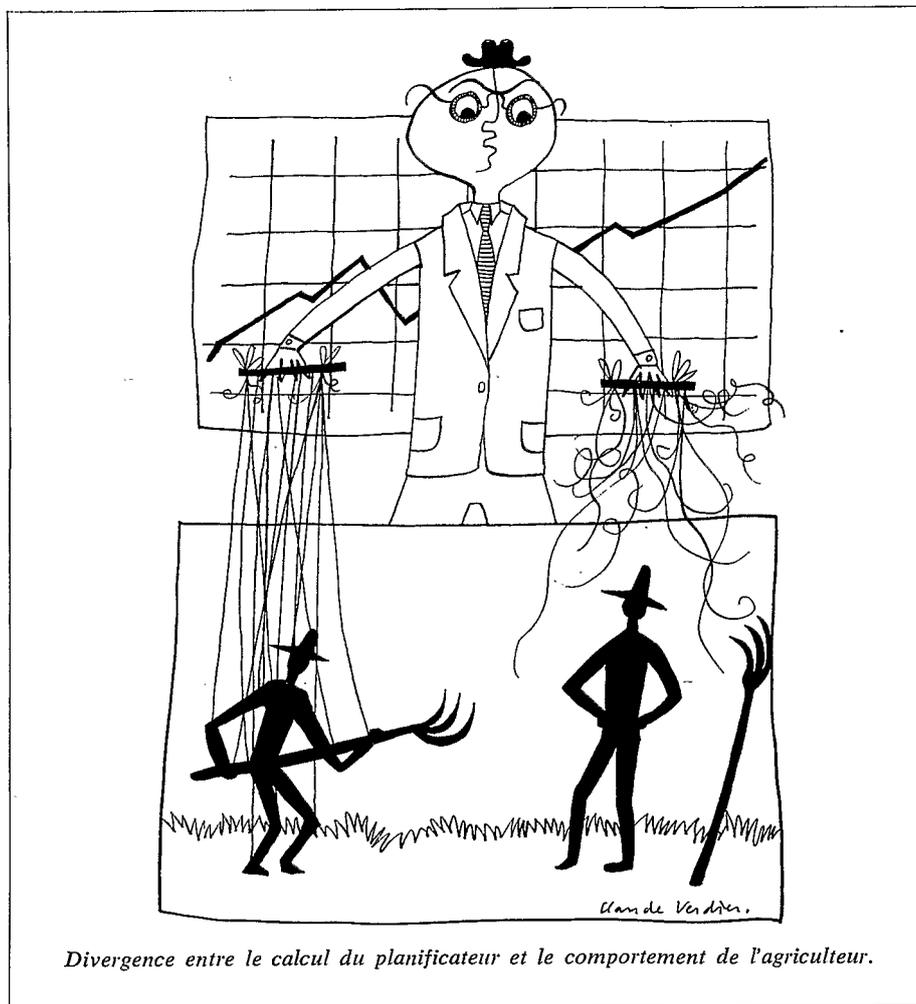
Mais est-on certain que la réaction de l'agriculteur sera favorable au développement ? Si elle débouche sur un changement total du système de production, le taux de croissance du produit agricole peut être supérieur à celui de la croissance démographique. Mais si l'agriculteur se contente de modifications à la marge, d'un replâtrage, le rapport entre les subsistances et la population peut demeurer inchangé à un niveau médiocre qui ne permet guère à l'agriculture de favoriser la poursuite du processus de développement.

L'influence de la démographie est donc pour le moins ambiguë.

### Les nouveaux débouchés

La présence de nouveaux débouchés constitue pour l'agriculture un stimulant. Mais sauf dans l'hypothèse selon laquelle il est possible de tirer parti de ces débouchés sans modifier les habitudes de culture, un problème identique à celui des réactions face à de nouvelles techniques se pose. En présence de l'incertitude des débouchés, de la mauvaise connaissance qu'en ont les agriculteurs, du risque et du désagrément que représente

(5) E. BOSERUP : *The Conditions of Agricultural Growth*, Londres, ALLEN and UNWIN, 1965.



l'adoption du nouveau système de production, la réponse peut ne pas être favorable.

On a beaucoup discuté de l'élasticité de l'offre agricole dans les pays en voie de développement. Bien souvent, on a tiré argument de l'écart qui existe entre l'offre et la demande pour affirmer l'inélasticité de la première. C'est oublier que l'élasticité de l'offre s'apprécie par rapport à un prix. De nombreux exemples témoignent d'une forte, voire d'une trop forte élasticité de l'offre, lorsque la rentabilité d'une culture est clairement établie.

L'implantation d'une industrie de transformation constitue l'une des formes que peut revêtir l'apparition d'un mauvais débouché. Tout au moins, garantit-elle la permanence ou la continuité de ce débouché. Par ailleurs, l'industrie transformatrice est amenée à faire de l'assistance technique pour s'assurer de l'approvisionnement dont la régularité, le tonnage et la qualité assurent à l'entreprise un fonctionnement satisfaisant. Mais les contrariétés de prix et les habitudes de commercialisation peuvent conjuguer leurs efforts pour engendrer chez les agriculteurs des réactions moins favorables que celles qui étaient attendues.

Il convient de ne pas oublier que la création d'un débouché ne constitue un stimulant que si l'offre peut aisément s'adapter aux caractéristiques de la demande, dans des conditions de rentabilité suffisantes.

### L'AGRICULTURE ET SES CONDITIONS DE PARTICIPATION AU DÉVELOPPEMENT

Il ne suffit pas qu'une agriculture soit mise en présence de stimulants pour que le développement s'ensuive.

Il faut vérifier que les stimulants retenus se traduisent bien par un gain au bénéfice des agriculteurs; il est nécessaire aussi que la société s'accommode du bouleversement de ses structures auquel aboutirait l'acceptation du changement, et que les structures ne manifestent pas une indifférence foncière à ces stimulants.

On néglige trop souvent l'étude de la rentabilité des changements proposés aux agriculteurs. Dans la généralité des cas, lorsque celle-ci est évidente, l'agriculteur les adopte facilement, moyennant une aide ou une intervention lors de la mise en route. Mais, dans un certain nombre d'hypothèses, cette rentabilité, quoique réelle pour le planificateur, n'est pas telle qu'elle emporte la conviction des agriculteurs. Plusieurs phénomènes peuvent être à l'origine de cette divergence entre le calcul du planificateur et le comportement de l'agriculteur.

Tout d'abord, leurs modes de calcul peuvent différer. S'il existe un chômage déguisé, le planificateur peut, à bon droit,

estimer que la mise au travail d'une fraction de la population qui n'avait qu'une activité apparente et peu productive s'identifie à l'élimination d'un gaspillage. A l'échelle de l'économie nationale, cette modification ne représente pas un coût, mais simplement la suppression d'une anomalie. Mais la situation est différente pour l'agriculteur. Pour lui, le supplément de revenu dû à une augmentation de la production ne représente pas un gain net, mais une somme à laquelle il convient de soustraire le désagrément de l'effort supplémentaire auquel il a dû consentir. Si un effort productif accru de 30 % ne provoque un accroissement de revenus que de 10 %, il est possible que l'agriculteur renonce. Il pourra en être ainsi, même si le pourcentage d'accroissement du revenu est supérieur à celui de l'effort productif.

Ensuite, le calcul économique de l'agriculteur et du planificateur peuvent différer. Le planificateur raisonne assez souvent à partir de celui des facteurs de production qui lui paraît doué de la plus grande fixité, c'est-à-dire la terre. Les objectifs proposés à l'agriculteur reviennent le plus souvent à fixer des augmentations de rendement à l'hectare. Celles-ci peuvent être importantes. Mais l'agriculteur est sans doute plus sensible à l'évolution de la productivité par heure de travail. Il n'est pas certain que ces deux données évoluent parallèlement. On a noté, avec E. Boserup, que la productivité par heure de travail en agriculture traditionnelle est moins faible qu'on ne l'imagine. Surtout, il n'est pas du tout certain que les techniques utilisables dans le cadre d'une agriculture dont les exploitations sont de faibles dimensions, n'obligent pas à une diminution du rapport quantité du produit/quantité de travail. Certes, le revenu dont dispose l'agriculture enregistre une élévation qui peut être sensible, mais il ne l'obtient qu'en travaillant un nombre d'heures plus élevé qu'auparavant. Si l'augmentation des revenus lui permet d'avoir recours aux services d'un salarié, l'issue sera favorable. Sinon, il n'est nullement exclu qu'il renonce. L'évolution défavorable de la productivité, sans compromettre la rentabilité d'un changement, joue comme un frein qui peut être suffisant pour entraîner l'abstention de l'agriculteur.

Enfin, il est possible que la rentabilité d'un programme de production ne soit acquise que si l'on possède une maîtrise parfaite des éléments qui la composent. Cette maîtrise n'est pas l'obéissance passive à un certain nombre de règles, mais l'adaptation de celles-ci aux particularités des micro-terroirs et des micro-climats. Si, pour certaines opérations, la technique à acquérir est relativement simple, pour d'autres, elle est beaucoup plus compliquée, notamment lorsque le système d'assolement comporte de trop nombreuses spéculations. Il n'est pas rare d'assister à l'échec d'une opération de développement agricole qui, au stade expérimental, avait pourtant donné d'excellents résultats. Il peut être opportun, dans la première phase du développement, de ne pas écraser l'agriculture sous des combinaisons de prescriptions com-

plexes. Mieux vaut s'en tenir à une oligoculture.

Enfin, la planification joue sur la loi des grands nombres. Des échecs et des succès, doit se dégager un solde positif entraînant une augmentation du volume de la production. L'agriculteur qui décide et qui subit les effets défavorables de ses décisions est beaucoup plus perméable aux phénomènes d'incertitude. Une situation médiocre, mais sûre, a sans doute plus d'attraits qu'une situation meilleure mais dont la réalisation demeure aléatoire.

Dans une agriculture gagnée aux va-et-viens du développement, l'innovation technique est souvent acceptée avec engouement, voire sollicitée. Mais la situation n'est pas identique lorsque l'apport technique est introduit dans un milieu social qui n'est pas convaincu de ses vertus.

Car l'introduction d'une technique inédite et le succès d'une opération de développement ne limitent pas leurs effets aux seuls domaines de la technique et de l'économie. Elle met en cause le fondement même de la société, toutes les fois que celle-ci ne repose pas sur l'innovation et la performance économique.

Toute réussite économique, lorsqu'elle est acceptée, tend à créer un ordre nouveau établissant la hiérarchie sociale moins sur la sagesse des anciens et leur aptitude à interpréter la coutume que sur le succès économique et la richesse qu'il procure.

Aussi une société qui sent ses fondements menacés par des opérations de développement réagira-t-elle. Dans certaines circonstances, elle pourra lancer un interdit au sens fort du terme à l'encontre de certaines innovations.

Ailleurs, les institutions, et les cérémonies, en assurant le nivellement des fortunes, réduisent la force de ce stimulant que peut être la tentation d'un enrichissement. Dans d'autres cas, la société traditionnelle estime que les circuits de circulation de la richesse sont tels, qu'à partir d'un enrichissement, les structures sociales demeurent inchangées en raison d'une aptitude à capter et à diriger vers elles le grossissement des flux économiques.

Les résistances sociales au changement apparaissent à l'occasion des politiques de développement. Ainsi, la coopérative sera colonisée par la société traditionnelle ou bien, on lui adressera le membre le moins compétent de la famille. Lors de la redistribution des terres, les agriculteurs favorables aux innovations ne recevront que les terres les plus mauvaises. Les mêmes agriculteurs seront, ailleurs, en butte à l'hostilité sociale ce qui rend leur situation précaire et inconfortable. Les événements défavorables qui peuvent leur advenir seront interprétés comme la sanction d'une activité condamnable. Cette sanction sera perçue comme un avertissement adressé, non seulement à l'intéressé, mais à l'ensemble du groupe social dont la pérennité est ainsi menacée par le comportement de quelques-uns d'entre eux.

Les relations familiales peuvent être mises en question elles aussi, dans la mesure où les innovations n'atteignent pas de la même manière les cultures effectuées par les femmes et celles réalisées par les hommes.

L'équilibre atteint peut être compromis si gravement que les intéressés préféreront s'abstenir plutôt que d'aboutir à une modification complète de leurs relations. L'introduction de cultures nouvelles peut être difficilement compatible avec une propriété de type communautaire ou des règles de succession matrilineaire.

Toutes ces considérations expliquent qu'une opération de développement se heurte à de multiples obstacles.

Lorsque la rentabilité est élevée, la force du mobile économique peut l'emporter sur les résistances sociales. Mais lorsqu'elle est réduite et s'accompagne d'un insuccès partiel, il est à craindre que la société mette à profit ces accidents inévitables pour jeter le discrédit sur ceux des agriculteurs qui avaient cru pouvoir se montrer réceptifs au changement.

### L'AGRICULTURE ET SON DYNAMISME INTERNE FACE AU DÉVELOPPEMENT

Les processus de développement lancent à l'agriculture un certain nombre de sollicitations issues de l'existence de techniques inédites et de débouchés nouveaux ; en même temps, il place l'agriculture devant de nouvelles contraintes, baisse du prix pour atteindre de nouvelles catégories de consommateurs, concurrence au niveau des facteurs de production. Une réponse favorable de l'agriculture n'est pas chose immédiate et facile.

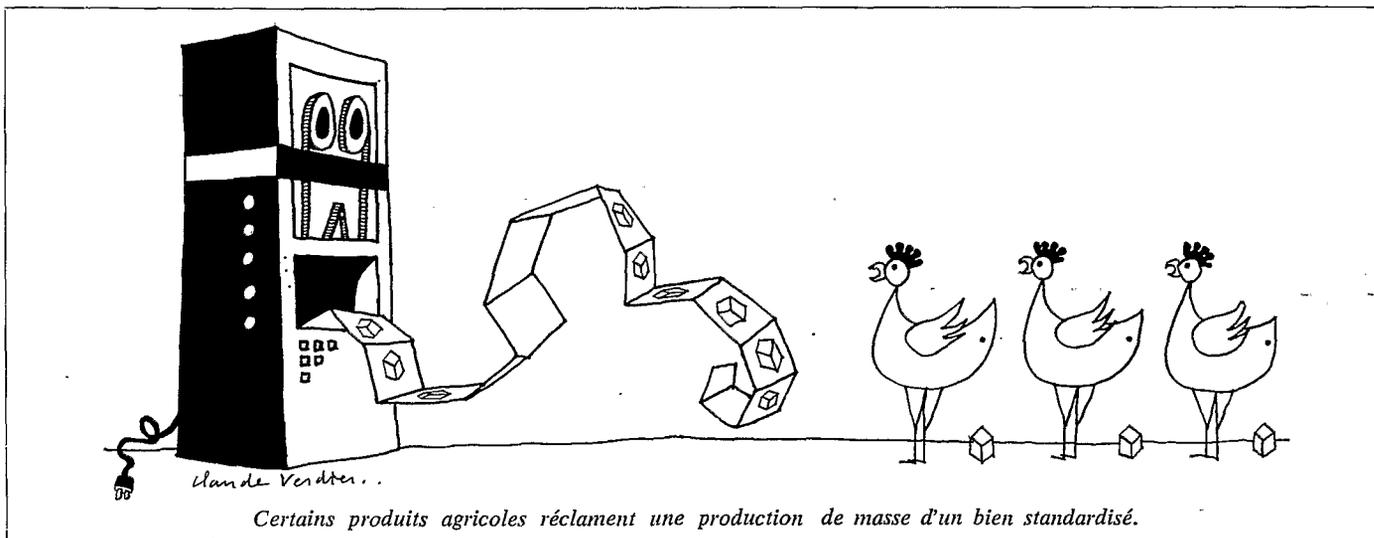
Il lui faut composer avec les nouvelles données des recettes permettant de réaliser ce que le développement attend d'elle et d'éviter un freinage du processus de croissance, voire son blocage.

Le développement pose sans cesse à l'agriculture de nouveaux problèmes. C'est pourquoi, un certain nombre d'auteurs, parmi lesquels Y. Hayami et V. Ruttan, estiment qu'il ne peut y avoir concours de l'agriculture au développement que si celle-ci, à partir des sollicitations externes, est capable, par son dynamisme interne, de trouver des solutions aux problèmes qui lui sont sans cesse posés (6). De la sorte, les progrès techniques et les changements institutionnels constatés dans le secteur agricole auraient un caractère induit. Il ne s'agirait pas d'une succession : progrès technique exogène — modification structurale — effort économique, mais bien de changements dans les données économiques entraînant innovations techniques et modifications institutionnelles, ces dernières constituant les réponses de l'agriculture au changement intervenu dans l'ensemble de l'économie.

Le progrès technique en agriculture

(6) Y. HAYAMI et V. RUTTAN : *Agricultural Development*, Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1971.





ne relèverait pas du hasard ou de la fantaisie des chercheurs, il serait, pour l'essentiel, déterminé par la confrontation d'une économie en développement, adressant sans cesse de nouvelles sollicitations à l'agriculture. Comment ces sollicitations se manifestent-elles ? Essentiellement par des modifications dans les rapports de prix. Une relative pénurie de produits agricoles se traduit par une augmentation du prix des produits agricoles par rapport au prix des facteurs de production utilisés. Certains facteurs de production mis en œuvre par l'agriculture à l'inélasticité de l'offre plus prononcée que d'autres, seront en conséquence plus chers. On se rappelle les appréhensions des économistes du début du XIX<sup>e</sup> siècle, mais craignant que la faible extensibilité des terres cultivées aboutissent à son amortissement.

Un progrès technique ne serait pas un phénomène qui, de l'extérieur, viendrait troubler l'agriculture ou apaiser son trouble. L'innovation résulterait d'un désir systématique de l'agriculture de trouver une réponse aux sollicitations émanant du développement économique.

Le progrès technique serait un progrès sur mesure, adapté à chaque cas. L'innovation ferait partie intégrante du processus d'adaptation de l'agriculture aux impératifs du développement. L'innovation phénomène induit est, par là même, un phénomène endogène. C'est lorsque les subsistances sont devenues insuffisantes que l'on a été amené dans l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle à abandonner le système de la jachère biennale par introduction de plantes reconstituantes et une association plus étroite entre l'élevage et la culture.

Comment prouver qu'il en est bien ainsi et que l'innovation recherchée, l'est en fonction d'un problème posé ? Y. Hayami et V. Ruttan estiment significatif l'exemple des Etats-Unis comparé à celui du Japon. Aux U.S.A. en effet, au XIX<sup>e</sup> siècle, la terre est abondante et c'est la main-d'œuvre qui fait défaut pour assurer la mise en exploitation de l'intégralité des surfaces cultivables. Aussi, n'est-il pas étonnant que les réalisations plus notables aient concerné la mécanisation de l'agriculture. Il devient ainsi possible

d'effectuer les ensemencements et les moissons sur des superficies accrues. Au Japon, au contraire, en raison de la forte densité démographique, l'ensemble du territoire est occupé. L'élasticité de l'offre de terre est nulle. L'accroissement de la production ne peut provenir que d'une augmentation des rendements. Elle aura effectivement lieu à la suite des progrès de la recherche biologique et chimique.

La réalité a bien confirmé ce que les hypothèses permettaient de pressentir : le développement sollicite, l'agriculture répond par des innovations techniques ou institutionnelles et le processus se poursuit. L'agriculture, grâce à son dynamisme interne s'ajuste au développement ; cet ajustement de l'agriculture au développement revêt des formes multiples. Parfois, il s'agit surtout d'un ajustement en terme de flux.

Le développement entraîne le relèvement du niveau auquel se réalise les équilibres (ou le maintien des déséquilibres à un niveau jugé tolérable). L'inégale élasticité de la demande par rapport au revenu selon les produits agricoles et l'inégale influence des progrès techniques entraînent des disparités importantes dans le gonflement souhaitable des diverses productions au cours du développement.

Cette adaptation en termes de flux provoque une modification des structures. La composition du secteur agricole, pour ne retenir que cet aspect banal des structures agricoles, se modifie, les productions d'origine animale augmentant plus rapidement que les productions d'origine végétale.

L'adaptation de l'agriculture peut provoquer une mutation des systèmes d'économie agricole. Une agriculture de subsistance n'est pas compatible avec les exigences du développement. Une juxtaposition de systèmes au sein de l'unité de production ou au niveau de l'économie nationale, une articulation ou une combinaison de ces systèmes sont alors probables. De nombreuses formes d'agriculture de transition existent qui ne sont pas aussi éphémères et instables que le laisserait supposer leur dénomination. Le succès même de l'agriculture paysanne l'amène à se muer en une agriculture

d'entreprise, en une agriculture à temps partiel, ou en une agriculture artisanale de luxe. Une économie socialiste pourra s'efforcer d'assurer une certaine concordance entre l'allure du secteur agricole et celle des autres activités.

L'adaptation à laquelle l'agriculture est conviée peut être un ajustement en termes de coût. Il convient que les coûts agricoles en suivent pas une trajectoire trop différente de celles des autres catégories de coûts. L'ajustement doit s'opérer aussi en termes de revenus. La notion de parité traduit cette aspiration. Sans prétendre assurer une égalité parfaite, il faudra éviter que l'agriculture demeure un secteur à l'écart du progrès économique et de l'élévation du niveau de revenu moyen. Des exigences en matière de coût et de revenu découlent la notion d'exploitation viable, c'est-à-dire la définition et la recherche d'un type d'exploitation permettant une production à des coûts assez bas et procurant à son titulaire un revenu dont le montant et l'évolution ne soient pas trop différents du revenu moyen perçu par les membres des autres groupes sociaux.

L'adaptation de l'agriculture peut se situer au niveau du produit. Certains produits agricoles réclament une production de masse d'un bien standardisé. D'autres, au contraire, connaissent une double évolution vers une différenciation plus grande et une qualité améliorée.

A la suite de toutes ces transformations, l'agriculture présente un visage très différent de celui qui était le sien au moment de l'accession au développement : place réduite dans l'économie nationale, population agricole active en déclin, hautes performances, agriculteurs assimilables à des techniciens capables d'efficacité ou des artistes à façonner un produit selon les goûts d'une clientèle.

Ce processus d'adaptation ne provoque pas nécessairement la disparition de tous les aspects des formes anciennes d'activités agricoles ; pas davantage, il en détermine un type d'agriculture ou d'agriculteur qui serait seul conforme aux impératifs du développement. Les problèmes posés par celui-ci à l'agriculture sont multiples, se renouvellent et peuvent recevoir des réponses variées.